



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



Programme
Alimentaire
Mondial

Mali

Réponse conjointe

2020

Soutenir les activités agricoles et pastorales des ménages touchés
par la crise dans les régions de Kayes et de Mopti



Les frontières et les noms et autres appellations qui figurent sur cette carte n'impliquent de la part de la FAO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Les lignes pointillées sur les cartes représentent des frontières approximatives dont le tracé peut ne pas avoir fait l'objet d'un accord définitif.

Photo de couverture: ©FAO/Mali

Mise en place de mesures adaptées face à la maladie à coronavirus 2019 (covid-19)

À la date de publication de cette Réponse conjointe, des cas de covid-19 ont été confirmés au Mali. La potentielle augmentation du nombre de personnes touchées par l'épidémie au cours des prochains mois risque d'amplifier ultérieurement les besoins humanitaires, ainsi que de créer des difficultés additionnelles pour les ménages les plus vulnérables touchés par la crise et en insécurité alimentaire. De plus, les mesures de prévention et de mitigation qui seront mises en œuvre au niveau des gouvernements afin de faire face à l'épidémie, pourraient engendrer des difficultés d'assistance aux personnes vulnérables et des conséquences socio-économiques qui affecteront une grande partie de la population.

Par conséquent, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le

Programme alimentaire mondial (PAM) adopteront une approche proactive d'adaptation continue à la situation volatile engendrée par le covid-19 dans la mise en œuvre de cette Réponse conjointe.

Ce document sera mis à jour régulièrement afin d'assurer qu'il soit parfaitement aligné avec les Plans de réponse humanitaire des pays – également susceptibles d'être révisés – et les plans globaux et nationaux de réponse à la crise covid-19 qui sont en cours d'élaboration. Cela impliquera l'intégration d'initiatives spécifiques qui permettront de répondre aux besoins et défis additionnels de ce nouveau contexte, ainsi que le respect de consignes sanitaires et gouvernementales dans la mise en œuvre des activités afin de lutter collectivement contre la propagation de l'épidémie.

Contexte



1,1 million de personnes estimées en situation d'insécurité alimentaire aiguë sévère (juin-août 2020)



1,7 million de personnes souffrant de malnutrition, dont des enfants de moins de 5 ans et des femmes enceintes et allaitantes



199 385 personnes déplacées internes (PDI)



34 700 ha de superficies non cultivées dans la région de Mopti pendant la saison agricole 2019/20 en raison de divers chocs



6,2 millions de personnes touchées par les conflits dans l'ensemble du pays

L'insécurité accrue, la persistance des violences armées et l'intensification des conflits intercommunautaires au Mali sont les principaux facteurs de détérioration de l'insécurité alimentaire des populations. Les régions du nord et du centre du pays sont les plus touchées, notamment la région de Mopti, qui enregistre 65 pour cent des 1 669 incidents liés à l'insécurité entre le 1^{er} janvier et le 30 novembre 2019 (*Armed Conflict Location and Event Data Project*, 2019). De plus, les aléas climatiques ont impacté la campagne agro-pastorale 2018/19, avec d'importants déficits fourragers dans la bande sahélienne de Kayes, et notamment des cercles de Kayes, Nioro et Yélimané. La Mauritanie et le Sénégal sont également touchés par un déficit fourrager, laissant présager des pressions accrues sur les ressources pastorales dans le Sahel Occidental et au Mali, alors que les résultats de la campagne sont déjà fortement réduits par rapport à l'année passée.

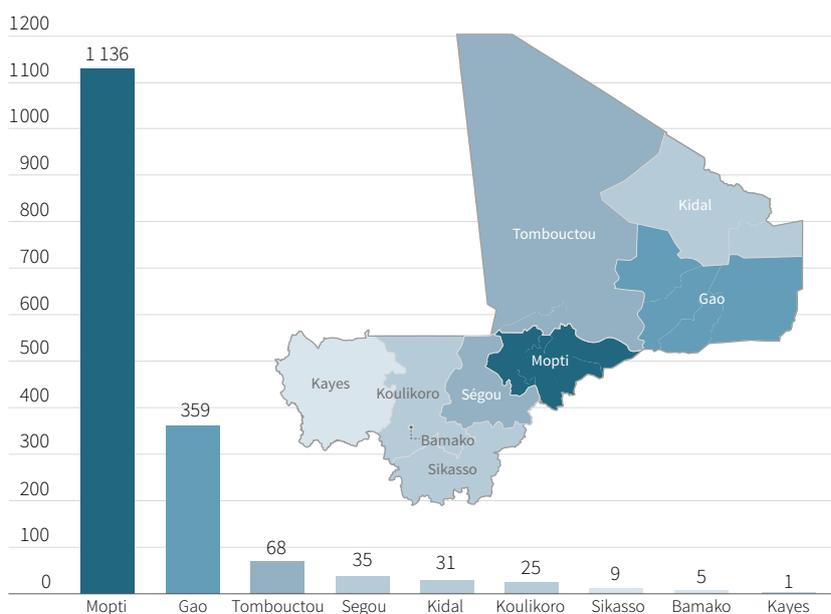
En outre, les populations ont un accès limité aux services sociaux de base (santé, éducation, logement, eau, hygiène et assainissement) en raison de la dégradation, du dysfonctionnement et de l'inaccessibilité de nombreuses infrastructures socio-éducatives et sanitaires dans plusieurs localités. Le pays est également confronté à de multiples défis, parmi lesquels la forte croissance démographique, la pauvreté chronique, un sous-emploi très important et la dégradation des ressources agro-écologiques. L'incidence de la pauvreté dans les régions du nord et du centre est plus élevée que la moyenne nationale, en particulier pour Mopti et Tombouctou qui concentrent un grand nombre des communes les plus pauvres du Mali. La conjonction de tous ces facteurs fragilise encore les moyens d'existence des populations vulnérables et aggrave leur insécurité

Il est urgent de répondre aux besoins immédiats de la population tout en soutenant leurs moyens d'existence, faute de quoi l'insécurité alimentaire pourrait se dégrader durablement au cours de l'année 2020.

alimentaire et nutritionnelle. Les ménages touchés sont contraints de recourir à des mécanismes de survie dangereux et se tournent vers d'autres opportunités économiques, y compris des activités illégales ou des activités qui les exposent à des risques liés à la protection des personnes, tels que le travail des enfants, la prostitution et l'enrôlement dans des opérations armées.

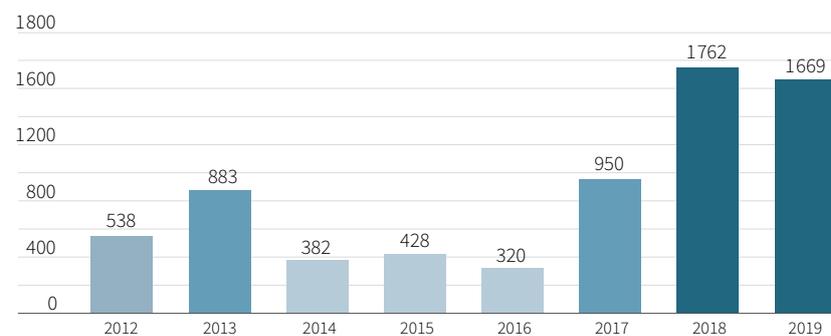
Cas de décès signalés

Par région (1 janvier 2019–30 novembre 2019)



La carte est conforme à la carte des Nations Unies pour Mali, février 2020.

Par année (2012–2019)



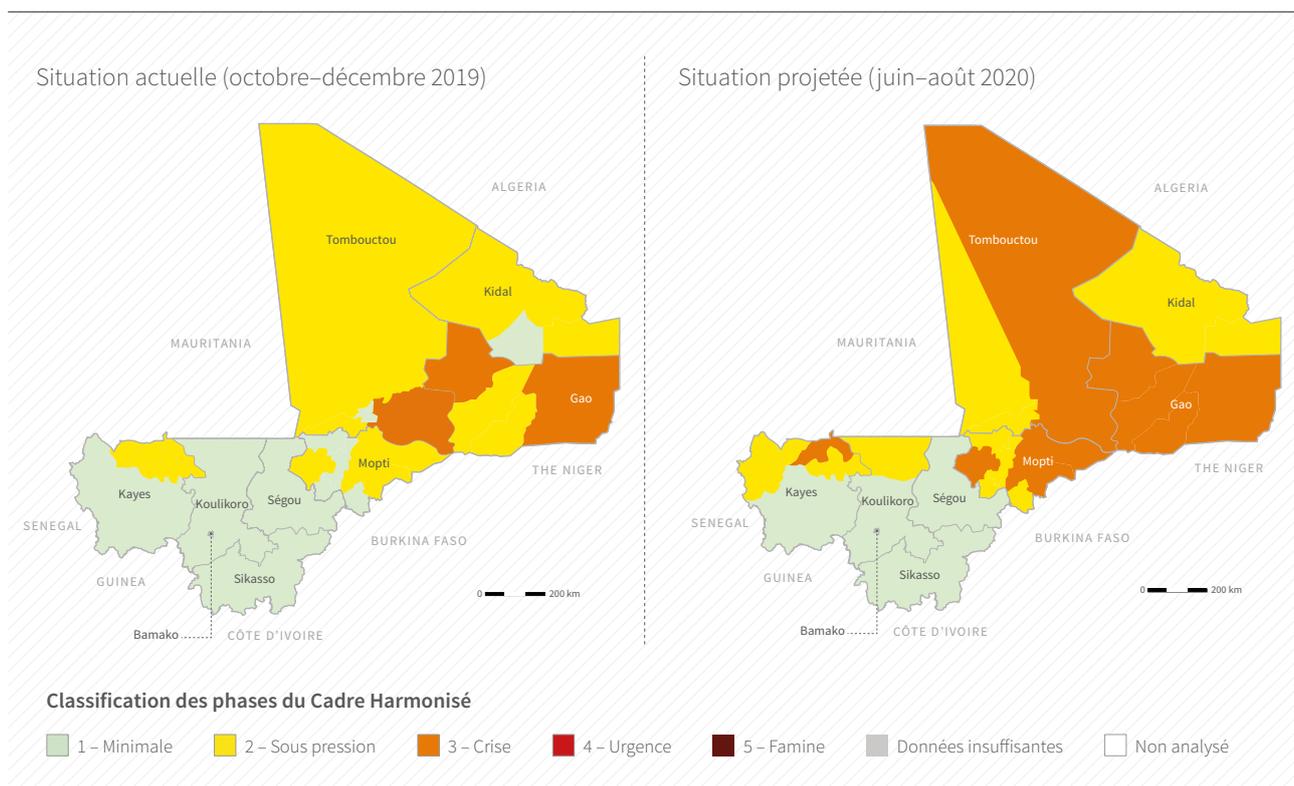
Par mois (1 janvier 2018–30 novembre 2019)



Source: Armed Conflict Location and Event Data Project (au 30 novembre 2019).

Selon la dernière analyse du Cadre Harmonisé ([CH], novembre 2019), l'insécurité alimentaire devrait s'aggraver pendant la période de soudure (juin-août 2020), avec près de 4,9 millions de personnes estimées en situation d'insécurité alimentaire, dont près de 1,1 million en situation d'insécurité alimentaire aiguë sévère (ce qui équivaut à 29 pour cent de la population touchée en plus, rapport à la période de soudure de 2019). Par conséquent, les besoins humanitaires pourraient augmenter de 45 pour cent par rapport à la même période de l'année 2018. Les régions les plus touchées par l'insécurité alimentaire sont celles de Mopti (41 pour cent des besoins), de Gao/Ménaka (17 pour cent des besoins), de Tombouctou (13 pour cent des besoins) et de Kayes (12 pour cent des besoins). En outre, les facteurs de crise au Mali ont transformé la nature de l'insécurité alimentaire, qui a un caractère plus durable et qui touche désormais une partie de la population sur l'ensemble de l'année. Selon les moyennes quinquennales (2014-2018), 207 000 personnes sont en situation constante d'insécurité alimentaire aiguë sévère pendant la période post-récolte et 866 000 personnes pendant la période de soudure.

État de l'insécurité alimentaire au Mali



Source: Cadre Harmonisé, novembre 2019. Les cartes sont conformes à la carte des Nations Unies pour Mali, février 2020.

L'aggravation de l'insécurité et les effets des aléas climatiques engendrent des déplacements de population, impactent la production agricole et exacerbent les vulnérabilités des populations.

Impact de la crise

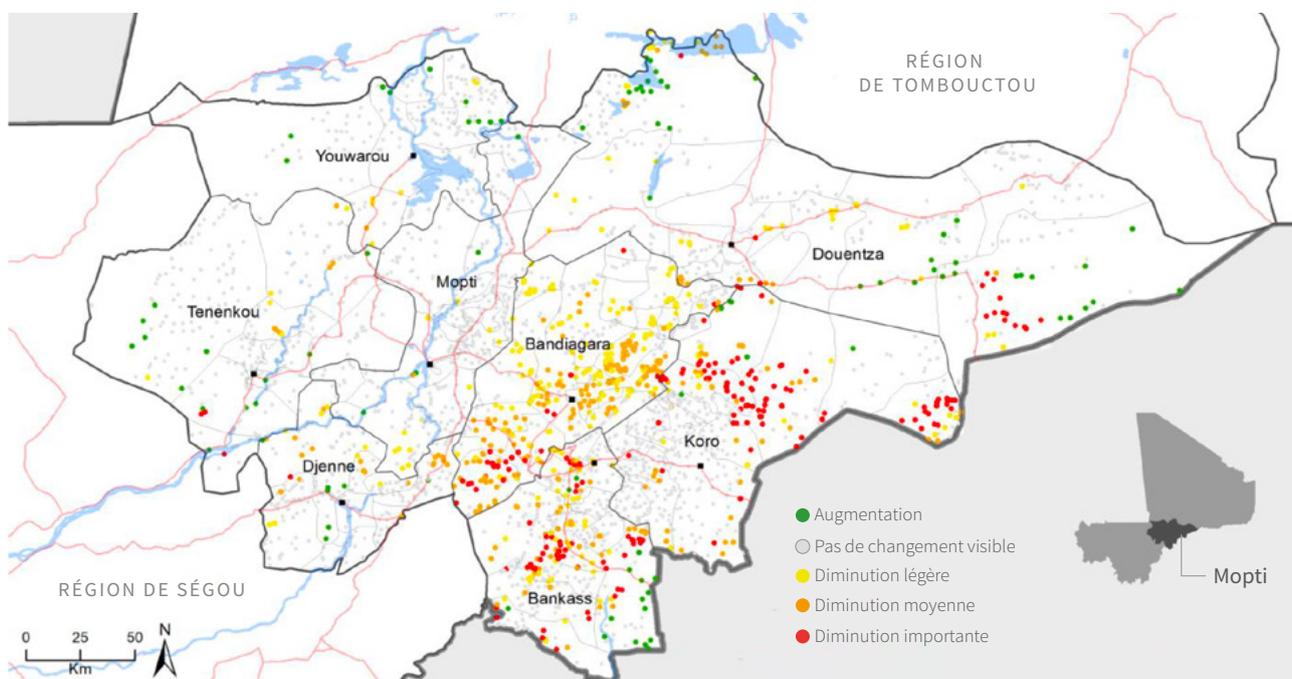
Au Mali, le nombre de PDI est en constante hausse depuis février 2019, en raison de la dégradation de l'insécurité au centre et au nord du pays. Entre mars et novembre, le nombre de PDI est passé de 84 285 à 201 429¹, avec une moyenne mensuelle estimée à 25 000 nouveaux déplacés sur les derniers mois de l'année selon les données du Mécanisme de réponse rapide (RRM). La région de Mopti concentrait à elle seule 36 pour cent des PDI recensées par la Commission mouvement de populations au Mali et la région de Gao en comptait 26 pour cent.

De plus, les activités agricoles ont été fortement perturbées par les effets des conflits intercommunautaires, l'abandon des champs et la perte des moyens d'existence de production et d'élevage des ménages. Les parcelles n'ont pas été emblavées et les résultats de production pour 2019 auraient chuté de 49 pour cent² par rapport à l'année précédente, soit 124 000 ha de superficies non cultivées, abandonnées ou interdites d'exploitation par les groupes armés. Dans la région de Mopti, l'insécurité a empêché les ménages d'entreprendre des activités agricoles, entraînant la réduction des surfaces cultivées pour environ 20 pour cent des villages, notamment pour les cercles de Bandiagara, Koro, Bankass et Douentza.

1 Rapport sur les mouvements de populations de la Commission mouvement de populations (CMP) du Mali, janvier-décembre 2019.

2 Rapport pour le Mali de la prévention et la gestion des crises alimentaires (novembre 2019)

Évolution des surfaces agricoles cultivées en 2019, comparé à 2016/17 dans la région de Mopti



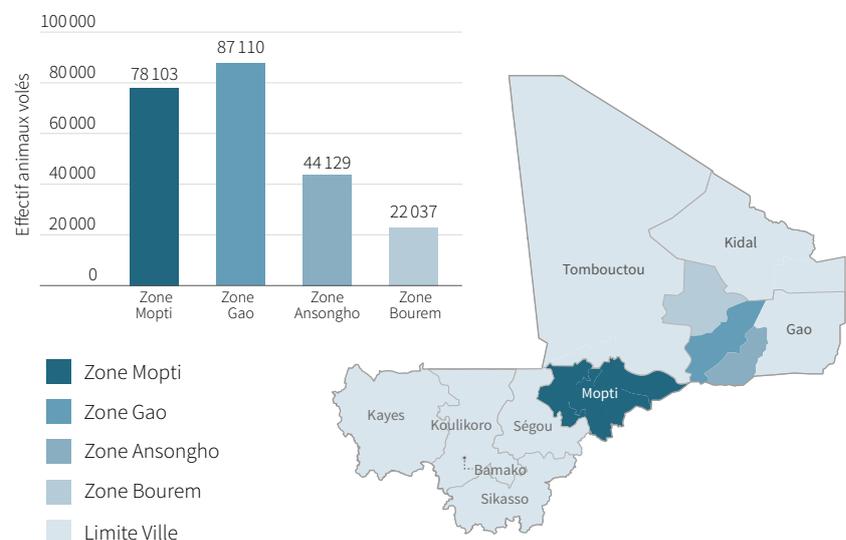
Source: DNCT, ESA/Copernicus, PAM. La carte est conforme à la carte des Nations Unies pour Mali, février 2020.



©FAO/Mali

L'insécurité dans certaines zones entrave l'accès aux pâturages des pasteurs et du bétail. Les mouvements d'animaux dans certaines parties du nord et du centre du pays sont fortement limités, ce qui engendre une concentration inhabituelle du bétail dans des zones sécurisées (400 000 têtes de bétail ont été rapportées dans les cercles de Koro et de Bankass), entraînant des risques de déficits fourragers ou un départ précoce à la transhumance. De plus, les cas de vols de bétail ont significativement augmenté, avec notamment le vol de près de 238 000 têtes de cheptel signalé dans les régions de Mopti, Tombouctou, Gao et Ménaka.

Zones touchées par le vol de bétails au Mali, novembre 2019



La carte est conforme à la carte des Nations Unies pour Mali, février 2020.

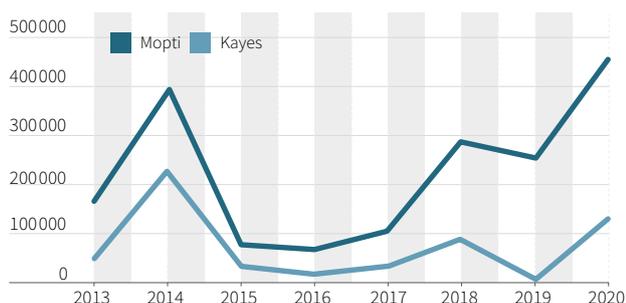


En outre, les marchés sont fortement perturbés par les impacts de la crise. Les transporteurs craignent d'emprunter certaines routes et les problèmes d'accessibilité de certaines zones contribuent à une réduction de la disponibilité alimentaire et à la hausse des prix dans 40 pour cent des marchés secondaires des zones rurales touchées (selon les résultats de l'enquête de suivi post-distribution du Programme alimentaire mondial [PAM], septembre 2019). Les marchés régionaux demeurent quant à eux globalement approvisionnés, mais la demande reste faible.

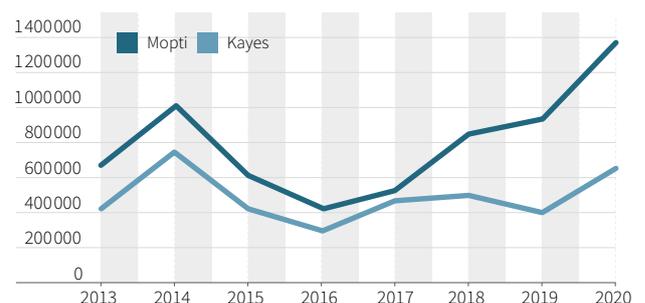
Enfin, une soudure pastorale précoce est attendue dans la bande sahéenne de Kayes, avec l'arrivée des transhumants mauritaniens, combinée au cheptel important déjà présent dans la zone. Ceci pourrait provoquer des surpâturages et engendrer des conflits entre agriculteurs et éleveurs, ainsi qu'entre les communautés locales et les transhumants étrangers. De plus, les effets cumulés des crises pastorales successives, notamment de la soudure de 2018, impactent les mécanismes d'intervention précoce et de réponse rapide des acteurs humanitaires. En effet, le caractère prolongé des crises engendre des vulnérabilités accrues qui s'inscrivent dans la durée.

Évolution du nombre de personnes en insécurité alimentaire pendant la saison de soudure dans les régions de Mopti et de Kayes (2013–2020)

Insécurité alimentaire aiguë sévère (Phase 3 et plus du CH)



Insécurité alimentaire (Phase 2 et plus du CH)



Renforcement de la réponse

La FAO et le PAM consolident leur collaboration afin de répondre aux besoins alimentaires immédiats des populations vulnérables, tout en renforçant leurs moyens d'existence et leur résilience

Fournir une réponse adéquate au vu de la détérioration de la situation

Au Sahel et en Afrique de l'ouest, le Mali est au 5^{ème} rang des pays les plus touchés par l'insécurité alimentaire et les besoins humanitaires n'ont jamais été aussi élevés. En l'absence d'une réponse immédiate, les acquis en matière de résilience et de développement risquent d'être compromis de manière irréversible. Dans ce contexte, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le PAM ont activé des mécanismes internes pour renforcer leurs opérations dans le pays et soutenir conjointement les efforts du Gouvernement dans sa réponse à la crise. Grâce à leurs avantages comparatifs et à leurs activités complémentaires, la FAO et le PAM sont en mesure de maximiser l'impact de leurs interventions et de rationaliser les coûts. Il s'agira ainsi d'assister les communautés les plus vulnérables à travers des programmes intégrés, sensibles au genre et à la nutrition et adaptés au contexte, afin de lutter contre les causes profondes de l'insécurité alimentaire et de la vulnérabilité et, à terme, de réduire la dépendance à l'assistance humanitaire. De plus, l'efficacité des synergies entre les différents programmes de relèvement, de résilience et de protection sociale sera assurée à travers le renforcement du *nexus humanitaire-développement-paix*, afin de consolider les mécanismes permettant au pays d'atteindre les objectifs de développement durable (ODD). Il est urgent de mobiliser les acteurs humanitaires et les bailleurs de fonds au vu du besoin accru d'investissements. En 2020, la réponse à la crise doit s'adapter à l'évolution du contexte et développer une nouvelle approche qui permettra de renforcer la résilience des populations en associant les interventions d'urgence au rétablissement durable des moyens d'existence et au renforcement des mécanismes de protection sociale.





Modalités de la réponse



pour assister
590 013 personnes en
insécurité alimentaire aiguë
sévère dans les régions
de Kayes et de Mopti



la FAO et le PAM requièrent
56,1 millions d'USD

- 42,1 millions pour le PAM afin de fournir une assistance alimentaire d'urgence
- 14 millions pour la FAO afin de fournir une assistance aux moyen d'existence des communautés



pour la période
**janvier-
décembre 2020**

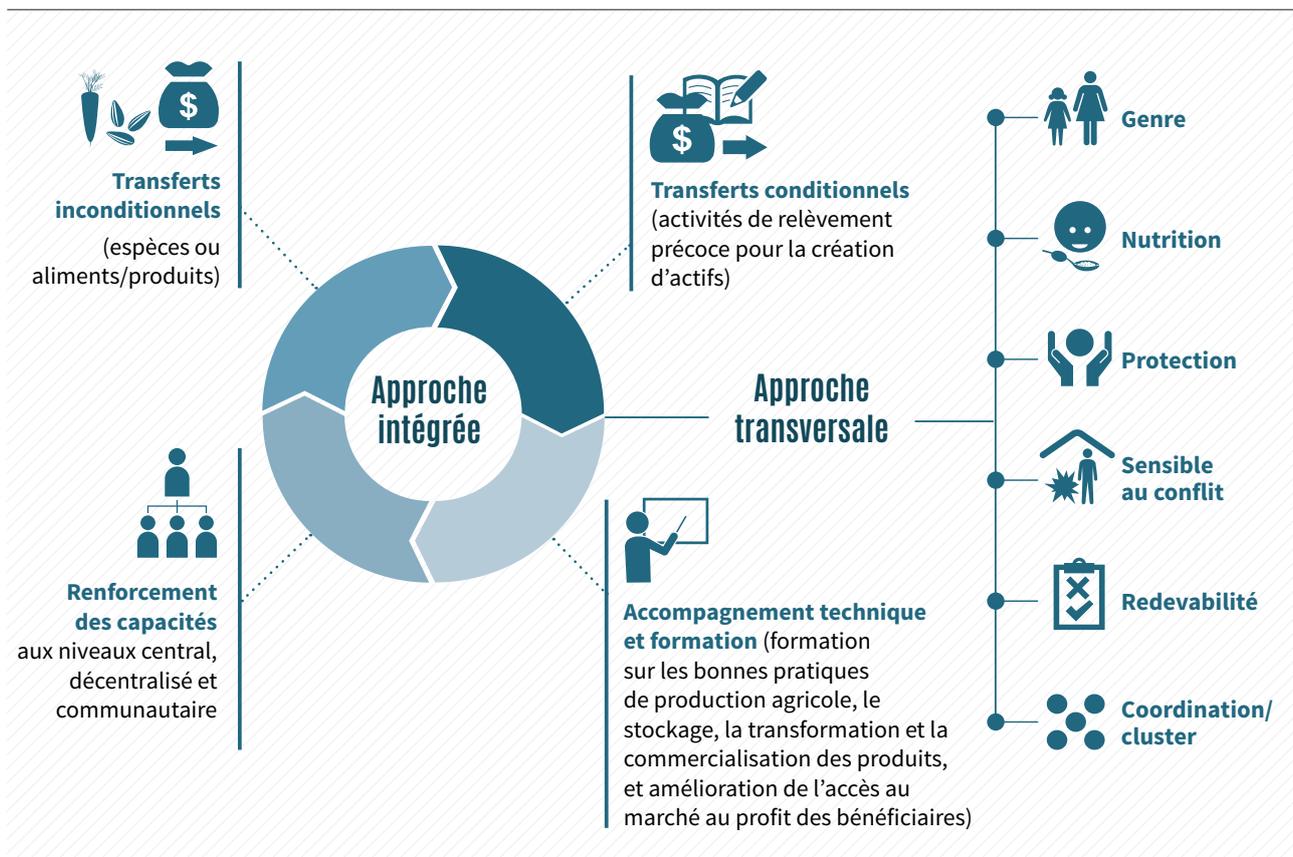
Il est indispensable de soutenir les ménages d'agriculteurs et de pasteurs pendant la saison de soudure et d'investir dans le secteur agricole afin d'atténuer la détérioration de l'insécurité alimentaire des populations au Mali

Programmation conjointe

Le plan de réponse actuel prévoit des activités d'assistance et de résilience pour l'année 2020. Les acquis permettront de poser les fondements pour la mise en œuvre d'une assistance à long terme, afin de renforcer la résilience des populations. En outre, la programmation des activités pour 2020 est fondée sur une approche intégrée, inclusive et communautaire, qui contribue également au renforcement du processus de décentralisation du pays, grâce à l'engagement des institutions locales. Elle consiste ainsi à renforcer la résilience des ménages vulnérables tout en répondant à leurs besoins immédiats à travers le renforcement:

- des capacités de recouvrement des ménages face aux chocs à travers des transferts inconditionnels, visant à couvrir les besoins alimentaires et nutritionnels urgents;
- des capacités d'adaptation, à travers une combinaison d'activités d'espèces contre travail et la mise à disposition d'intrants agropastoraux, avec un accompagnement technique;
- de la cohésion sociale et de la coexistence pacifique entre les communautés; et,
- des mécanismes d'adaptation et de survie des populations déplacées et touchées par la crise prolongée.

La programmation conjointe FAO/PAM sera également basée sur les résultats de l'analyse du *panier minimum des dépenses des ménages* et des disparités (aussi bien alimentaires que non alimentaires), issus des données de l'enquête nationale sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle ([ENSAN], septembre 2019) pour le Mali. En outre, ces résultats ont contribué à orienter les interventions à mettre en œuvre dans les régions de Kayes et de Mopti. Les résultats de cette analyse ont démontré que dans les deux régions, la moitié des ménages n'arrive pas à couvrir leurs besoins essentiels globaux (besoins alimentaires et autres besoins tels que la santé et l'éducation), dont 35 pour cent à Kayes et 37 pour cent à Mopti qui n'arrivent pas à satisfaire leurs besoins alimentaires. De plus, sans assistance alimentaire, il est estimé que la proportion des ménages n'ayant pas la capacité à satisfaire leurs besoins alimentaires pourrait augmenter de 20 pour cent dans la région de Mopti.



Identification des bénéficiaires

Ciblage géographique

Le ciblage géographique des zones d'intervention est soutenu par les résultats du CH jusqu'au niveau des cercles. Les cercles les plus vulnérables classés en phase de *crise*, tant en situation courante que projetée seront ciblés en priorité, notamment les cercles de Nioro dans la région de Kayes, de Bandiagara, Douentza, Koro et Ténenkou dans la région de Mopti. Le ciblage des communes les plus vulnérables sera axé sur les résultats de l'analyse du système d'alerte précoce, les résultats des analyses par imagerie satellitaire réalisés par le Cluster sécurité alimentaire, l'appréciation de la situation pastorale évaluée par les services techniques de l'État, les organisations non gouvernementales (ONG) et la FAO, ainsi que les consultations consensuelles et inclusives entre les différents acteurs et parties prenantes au niveau régional et local. L'importance du nombre de PDI sera également un critère de ciblage des zones les plus vulnérables. Une analyse tendancielle, à travers l'analyse intégrée du contexte, permettra de prioriser les zones les plus vulnérables aux chocs récurrents et aux problématiques de sécurité alimentaire et nutritionnelle, permettant ainsi de renforcer le travail dans le cadre de l'approche du *nexus*. Pour l'année 2020, les régions de Mopti et de Kayes, qui concentrent respectivement 41 et 12 pour cent des besoins, seront prioritairement ciblées, afin d'apporter une réponse immédiate aux conséquences de l'insécurité à Mopti et aux impacts des aléas climatiques à Kayes.

Critères de ciblage

Dans le cadre de la réponse, les deux agences travailleront en étroite collaboration avec le système national de protection sociale pour cibler les ménages pauvres et vulnérables, notamment ceux enregistrés dans le registre social unifié (RSU). En outre, les parties prenantes clés, notamment les PDI, les populations d'accueil, les autorités, ainsi que les services techniques seront pleinement associés pour garantir l'établissement d'une liste de bénéficiaires consensuelle. La méthodologie du ciblage conjoint associera également une approche communautaire et participative et prendra en compte les capacités productives en priorité des femmes et des jeunes, ainsi que des personnes vivant avec un handicap. Au sein des communes, les ménages les plus vulnérables seront ciblés prioritairement, avec une priorité accordée aux ménages n'ayant pas la capacité économique de satisfaire leurs besoins essentiels, notamment ceux ayant des insuffisances alimentaires et dans l'incapacité de rétablir leurs moyens d'existence. De plus, une attention particulière sera accordée aux PDI dans les zones rurales et aux ménages vulnérables dirigés par des femmes seules, avec des personnes handicapées, des femmes enceintes et allaitantes et des enfants de moins de 5 ans.

Gestion opérationnelle conjointe

La FAO et le PAM se concentreront sur le renforcement de la coordination et l'amélioration d'une gestion conjointe de mise en œuvre du programme. Des systèmes intégrés communs seront utilisés, tels que:

- un système de gestion des bénéficiaires et des transferts communs (SCOPE) pour renforcer la coordination
- la mise en place de partenaires de mise en œuvre conjoints
- la mise en place de modalités conjointes pour les activités d'espèces contre travail
- la mise en place d'outils de protection, tels que le numéro vert

Partenariats

Les deux agences travailleront en étroite collaboration avec les services spécialisés des ministères en charge du secteur de la sécurité alimentaire et de la nutrition ainsi que de la protection sociale, notamment:

- Le Gouvernement: Ministère de l'agriculture; Ministère de l'élevage et de la pêche; Commissariat à la sécurité alimentaire; Ministère de la santé et des affaires sociales, en particulier la direction nationale de la protection sociale et de l'économie solidaire; les services techniques et autorités décentralisés; le Programme national des filets sociaux (appelé Jigisemjiri)
- Les organisations de la société civile: ONG, partenaires de mises en œuvre, identifiés de manière conjointe dans la mesure du possible
- Le Cluster sécurité alimentaire et nutrition
- Les autres agences: partenariats en place avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance dans le cadre de la résilience

Approche sensible au conflit pour le renforcement de la cohésion sociale

La FAO et le PAM accordent une importance particulière à l'intégration d'une approche sensible au conflit et au renforcement de la cohésion sociale et de la coexistence pacifique entre les communautés. Dans un contexte extrêmement volatile, des investissements adéquats dans le secteur agricole et dans les mécanismes existants de médiation à base communautaire, ainsi que les initiatives créatrices d'emploi pour les jeunes ressortissants du milieu rural peuvent contribuer à réduire les facteurs de tension. Dans cette perspective, des efforts ont déjà été engagés en vue d'une meilleure compréhension de la dynamique des conflits, pour la mise en œuvre d'une programmation adaptée et efficace. En effet, dans le cadre de son projet *“Réseau mondial contre les crises alimentaires”* la FAO a mené une analyse des conflits sur les zones frontalières communes aux trois pays du Liptako-Gourma. Des exercices d'identification et de suivi des scénarios, visant à anticiper l'évolution de la fréquence et de l'intensité des incidents liés à l'insécurité, ont été réalisés, dont les résultats peuvent être capitalisés pour anticiper les incidences sur les activités. Le PAM, en partenariat avec l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm, a réalisé une étude de cas au Mali pour identifier la contribution de son intervention au regard de la consolidation de la paix; des recommandations ont également été formulées.

Protection et redevabilité envers les populations affectées

Les deux agences mettront en œuvre des mécanismes de surveillance des risques liés à la protection, grâce à des mesures de mitigation appropriées et à l'engagement des ménages dans l'ensemble du cycle du programme. La redevabilité envers les populations affectées sera assurée grâce aux consultations concernant leurs besoins et leurs appréhensions, et aux mécanismes de retour et de doléances. À titre d'exemple, le PAM a mis en place un numéro vert accessible à toutes et à tous. Grâce à cette approche, les communautés auront l'opportunité d'être les acteurs du renforcement de leur résilience et les deux agences assureront leurs engagements envers les différents acteurs, incluant les populations qu'elles assistent et les partenaires financiers qui rendent l'assistance possible. Par ce biais, le PAM, la FAO et leurs partenaires parviendront à une meilleure connaissance de l'impact des programmes sur les bénéficiaires et pourront agir rapidement en cas de problèmes, y compris en matière de prévention relative aux abus sexuels et à l'exploitation. Enfin, les systèmes de représentation des communautés devront être équitables et représentatifs, permettant aux plus marginalisés, vulnérables et touchés, de se faire entendre.



Objectif général

Renforcer l'impact de l'assistance humanitaire aux populations vulnérables touchées par la crise, grâce à la création d'opportunités économiques et à la protection de leurs moyens d'existence, tout en répondant à leurs besoins alimentaires immédiats.

Objectif spécifique: Contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et au renforcement de la résilience des communautés vulnérables et des populations déplacées (PDI, réfugiés et rapatriés) touchées par la dégradation de la situation humanitaire (conflits, chocs climatiques) au Mali.

Résultat 1.

La sécurité alimentaire et la protection des moyens d'existence des personnes et des ménages vulnérables sont assurées.

Activités prévues

- assistance alimentaire sur une durée de trois à six mois en nature ou sous forme de transferts monétaires
- fourniture de transferts monétaires pour répondre aux besoins immédiats non alimentaires et en appui aux moyens d'existence, conditionnée par l'investissement dans un actif et/ou le travail
- distribution de kits de production/transformation/commercialisation d'aliments hautement nutritifs et/ou à forte valeur marchande (production de légume, de poisson, de viande/lait, d'œuf, etc.)
- formation à l'utilisation appropriée des kits de production en lien avec les ressources naturelles disponibles et mises à disposition

Résultat 2.

La cohésion sociale est renforcée à travers la prévention et la réduction des conflits liés aux ressources naturelles.

Activités prévues

- mise en œuvre d'activités de renforcement de la cohésion sociale et de la résilience au niveau communautaire, telles que des formations à la cohésion communautaire avec les clubs dimitra, les associations villageoises d'épargne et crédit et les comités de gestion
- identification, création et renforcement des groupements féminins et de jeunes, à travers des activités d'animation communautaire et la mise en place d'activités génératrices de revenus
- renforcement des capacités des bénéficiaires en matière de nutrition et de pratiques culinaires
- installation de forages maraîchers et/ou pastoraux, protection des espaces pastoraux, aménagement d'aires de production maraîchère ou céréalière, installation de citernes de stockage d'eau, afin de renforcer les moyens d'existence des ménages
- réhabilitation d'infrastructures communautaires à travers des activités de vivres pour la création d'avoirs
- renforcement des capacités des instances communautaires et traditionnelles de réduction des conflits, notamment grâce à la médiation sociale

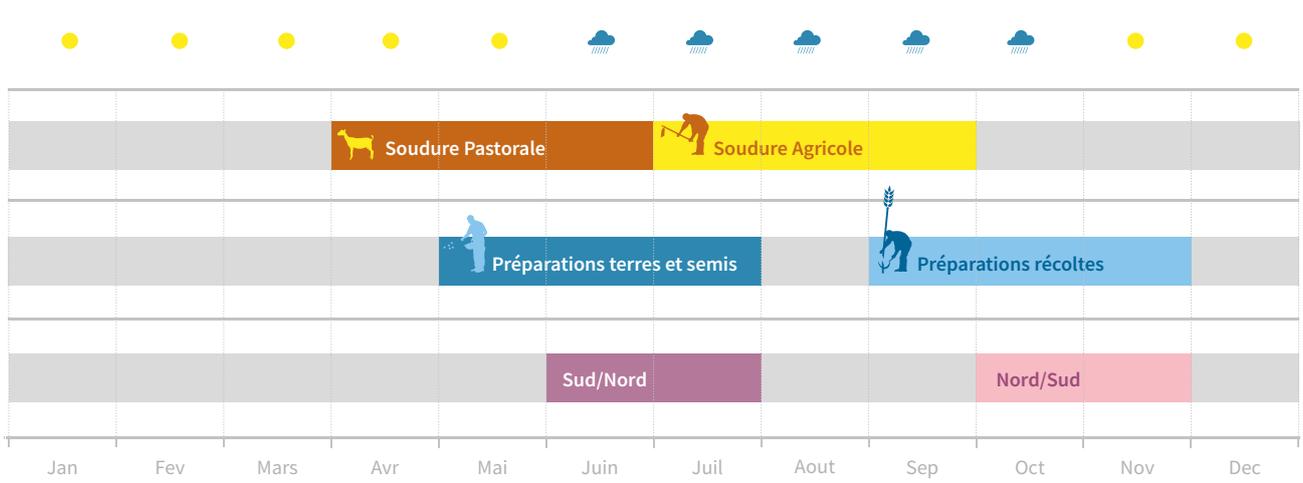
Résultat 3.

L'analyse conjointe de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la coordination de la réponse aux besoins immédiats et les mécanismes pour le renforcement de la résilience et des capacités d'adaptation au situation d'urgence sont assurés.

Activités prévues

- analyse des vulnérabilités et des risques
- renforcement et amélioration des systèmes d'alerte précoce et des mécanismes de réponse rapide existants dans les zones interventions ciblées
- analyses conjointes spécifiques, telles que des analyses de la situation pastorale et des surfaces cultivées
- mise en place de stocks de pré-positionnement pour les interventions d'urgence, pourvus en denrées alimentaires, intrants agricoles, produits vétérinaires et aliments pour bétail
- renforcement de la coordination et de la gouvernance de la sécurité alimentaire et transfert de compétences aux acteurs locaux aux niveaux national et décentralisé

Calendrier agricole et pastoral pour 2020



©FAO/Mali

Suivi-évaluation

Les équipes techniques de la FAO et du PAM mettront en commun leurs outils respectifs afin d'assurer la mise en place d'un système de suivi-évaluation conjoint. Un accent particulier sera mis sur les zones difficiles d'accès afin d'assurer le développement de méthodologies spécifiques et la rationalisation de leurs coûts. L'équipe conjointe bénéficiera de l'appui technique des experts des deux agences au niveau régional et de leurs sièges respectifs. Un investissement important sera fait dans la gestion des connaissances en vue d'assurer que les interventions atteignent leurs résultats, mais aussi que l'expérience soit capitalisée. Ceci permettra de tirer les leçons apprises et d'identifier les bonnes pratiques afin de les utiliser dans un cadre plus large et dans une dynamique de réflexion sur la résilience et la protection sociale.

Activités prévues

- mise en place du SCOPE
- élaboration d'enquêtes de suivi post-distribution et d'une étude de suivi de marchés
- capitalisation des expériences et des leçons apprises
- mise en place de mécanisme de suivi des plaintes et de redevabilité (numéro vert, etc.)
- conduite d'étude de capitalisation afin de mieux mesurer les effets de la réponse conjointe FAO/PAM à court/moyen terme concernant la sécurité alimentaire et nutritionnelle, les moyens d'existence et la résilience des bénéficiaires ciblés
- utilisation d'une combinaison d'outils de mesure et d'analyse de la réponse aux chocs afin d'évaluer les effets des interventions sur la résilience des ménages – ceci comprend l'outil de la résilience de la FAO (le modèle de mesure et d'analyse de l'indice de résilience), l'analyse panier minimum de dépenses, ainsi que divers outils complémentaires pertinents (en rapport surtout avec les besoins essentiels et les capacités de résilience avec une perspective qualitative).

Contact

Représentation de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture au Mali

Bamako, Mali
FAO-ML@fao.org

Représentation du Programme alimentaire mondial au Mali

Bamako, Mali
WFP.Bamako@wfp.org

